

Le jeu du

Qui a dit ?



**Le principe est simple :
on vous propose une citation, il
faut en retrouver l'auteur.**

Ici, l'auteur de la citation dresse une critique acerbe de la financiarisation de la mondialisation en considérant qu'elle a favorisé un effet de concentration parce que c'est une économie de « superstars ».

« **La mondialisation connaît une crise majeure, et ce défi énorme requiert un effort collectif, afin de trouver et mettre en œuvre des solutions.**

On s'est souvent trompé, parfois encore récemment, en disant "vous allez voir tous nos sujets vont s'arranger parce qu'on va avoir la croissance". Elle n'est pas une fin en soi, elle reste un moyen [...] Cette croissance est structurellement de moins en moins juste : il y a une concentration sur les 1% les plus riches qui se fait à chaque fois. [...]

On doit arrêter cette tendance à détricoter notre droit social pour s'ajuster la mondialisation. Et là aussi, je souhaite qu'on puisse avoir une discussion au G20 pour qu'il y ait dans le monitoring du FMI et des autres instances, une surveillance des réformes nationales en faveur de la cohésion sociale. »

Qui peut bien être l'auteur de ces mots ? Le militant d'une ONG partisan de la décroissance ? Un syndicaliste issu d'un pays émergent ? Un « rien » dans un hall de gare ?

Indice : dans la continuité de son allocution, l'auteur de ces propos a également indiqué qu'il faut arrêter d'être paradoxaux en disant cela dans les enceintes internationales mais en demandant à des pays, les mêmes, de détricoter leur droit social, pour pouvoir ajuster les choses à un niveau qui devient sous-optimal, et qui ne permet pas la protection minimale pleinement requise. »

Pour la CGT Finances Publiques, la financiarisation a accru la pression sur les salariés, développé la précarité et réduit l'investissement dans la sphère productive. Ceci a abouti à une dégradation constante de la place, de la valeur et du sens du travail.

Nous dressons depuis des années le constat d'une crise structurelle touchant au fondement même du capitalisme, basé sur une mondialisation qui génère une mise en concurrence exacerbée et globale du monde du travail.



Qui a dit ?

Le jeu mystère des citations aux Finances Publiques

Solution du jeu



«La mondialisation connaît une crise majeure, et ce défi énorme requiert un effort collectif, afin de trouver et mettre en œuvre des solutions.

On s'est souvent trompé, parfois encore récemment, en disant "vous allez voir tous nos sujets vont s'arranger parce qu'on va avoir la croissance". Elle n'est pas une fin en soi, elle reste un moyen [...] Cette croissance est structurellement de moins en moins juste : il y a une concentration sur les 1% les plus riches qui se fait à chaque fois. [...]

On doit arrêter cette tendance à détricoter notre droit social pour s'ajuster la mondialisation. Et là aussi, je souhaite qu'on puisse avoir une discussion au G20 pour qu'il y ait dans le monitoring du FMI et des autres instances, une surveillance des réformes nationales en faveur de la cohésion sociale. »

Emmanuel Macron,

- Président de la République

Ces propos, sont tirés du discours tenu à Davos le 24 janvier 2018 lors du forum économique mondial. Dans la même allocution, le président s'est tout d'abord exprimé en anglais, puis en français, le fond de ses propos variant sensiblement d'une langue à l'autre. Ainsi, si la citation initiale était en français, voici quelques extraits traduits de la partie anglaise :

« Nous allons maintenir et renforcer les mécanismes d'incitations fiscales... »

Il est bon d'avoir un système financier compétitif. Il nous faut plus de capital, de fonds, dans cet environnement.

Nous avons pris une série de mesures très concrètes en baissant nos impôts sur les sociétés [...] et en abaissant les taxes sur le capital pour accélérer cette reprise en termes de compétitivité. **En réduisant le coût du travail, nous avons renforcé l'attractivité de la France.**

C'est pour cela que nous avons adopté une réforme de notre marché du travail dont la philosophie est d'aligner la France sur l'Allemagne et l'Europe du Nord : moins de règles définies par la loi, et beaucoup plus de règles par consensus. »

Pour la CGT Finances Publiques, sous couvert de négociation au plus proche des salariés, la réforme du marché du travail livre les travailleurs et leurs droits et garanties collectives à l'arbitraire de l'employeur. La baisse des coûts du travail justifie pour ce dernier de faire du chantage à l'emploi. La CGT revendique le respect de la hiérarchie des normes et du principe de faveur, et un Code du travail du plus protecteur des intérêts des salariés.

Pour la CGT, la solution à la crise ne peut se satisfaire d'une refondation ou d'une régulation du système capitaliste, mais passe par sa remise en cause. Cela nécessite une rupture avec les logiques de rentabilité financière qui prévalent. La véritable réponse à la crise consiste à établir une nouvelle stratégie de développement social et économique, fondée sur la promotion des droits sociaux et des normes environnementales.